



Air France

« Toutes les violences se condamnent ! »

Alors que la direction vient d'annoncer un nouveau plan désastreux pour l'emploi -près de 3 000 postes seront supprimés dans les deux prochaines années-, des actes de violence ont été commis contre certains dirigeants d'Air France, à l'issue du Comité central d'entreprise du 5 octobre 2015. La majorité des syndicats de la compagnie aérienne a de suite dénoncé ces agissements dans un communiqué commun, en rappelant que « *seul un projet industriel fondé sur un développement fédérateur et ambitieux pourra susciter l'adhésion de l'ensemble des salariés d'Air France* ».

Le dernier né des plans sociaux du groupe, le « Plan B », reste en travers de la gorge des salariés. [Le 5 octobre, jour de Comité central d'entreprise, ils étaient nombreux, toutes catégories confondues, à exprimer dans toute la France le rejet de ce xième plan social](#), alors que depuis 2008, des efforts incessants sont demandés à l'ensemble des personnels de la compagnie, 15 000 postes ont déjà été supprimés avec le plan Transform.

A la fin de ce CCE qui se tenait au siège de l'entreprise à Roissy, des dirigeants ont été victimes de violences physiques. Actes commis en marge du cortège pacifique des salariés en grève.

La CGT et la quasi totalité des organisations syndicales de l'entreprise ont condamné avec fermeté ces agressions. Dans un entretien au *Point*, Xavier Broseta, DRH de la compagnie, raconte comment, grâce à l'aide du syndicat, il a pu quitter les lieux : « *Des délégués CGT, que j'ai remerciés ensuite par SMS, sont venus m'aider à sortir de la salle* ».

Mais elle condamne également tout aussi fermement, l'attrition et les licenciements que la direction s'apprête à mettre en œuvre. Selon elle, « *il est toujours plus aisé d'avoir une réaction sur les conséquences plutôt qu'une analyse sur les causes* ».

Elle appelle, dans un communiqué de presse, à ce que chacun réfléchisse à « *l'origine du mal qui peut se répandre en chacun de nous* » et évoque « *l'autre violence* », celle qui « *assombrit inexorablement l'avenir : Déjà 7 ans, plus de 84 mois, plus de 2550 jours, que de nombreux salariés, au quotidien subissent la violence sociale. Elle ronge les esprits dès le matin. Il n'est pas rare qu'elle se transforme en angoisse, pas seulement le soir, mais sitôt que nos yeux se posent sur notre uniforme, celui qu'il faut revêtir avant d'aller travailler. Au travail, d'autres tensions naissent, plus machiavéliques, le jeu des « chaises musicales, car il n'y a plus de places pour tout le monde. De nombreuses expertises votées dans nos CHSCT traduisent cette violence sociale. Sa cousine, celle du désespoir l'accompagne en silence. Elles touchent toutes les populations, de l'ouvrier au cadre en passant par le technicien. Personne n'est à l'abri.* »

Après les annonces du « Plan B », la grève et les manifestations ayant regroupé plusieurs milliers de salariés « *dans le calme, la dignité et l'esprit de camaraderie, toutes catégories de personnel : sol, navigants commerciaux, et techniques, ce qui ne s'était jamais vu avant à Air France* », les syndicats réclament la mise en place d'un « *véritable dialogue social* ». Et demandent avec l'ensemble des syndicats, la direction d'Air France et le gouvernement une concertation sur la stratégie de développement de l'entreprise, sur le maintien de l'emploi et sur les capacités d'investissements.

Montreuil, le 6 octobre 2015